

**CONSULTATION N°25-TV417CCH**

**REAMENAGEMENT DU 1<sup>ER</sup> ETAGE DE L'ANCIENNE CRECHE CASSINI POUR LE  
COMPTE DE L'HOPITAL COCHIN, ETABLISSEMENT DU GHU APHP CENTRE  
UNIVERSITE PARIS CITE, DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS**

**MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE**

## **Règlement de la consultation**

<b>Date limite pour la réalisation de la visite</b>	<b>Le 15/09/2025</b>
<b>Date limite pour toute question</b>	<b>Le 16/09/2025 à 16h00</b>
<b>Date limite pour l'envoi des réponses</b>	<b>Le 19/09/2025 à 18h00</b>
<b>Date limite de remise de l'offre</b>	<b>LE 26/09/2025 à 12H00</b>

## **SIGLES**

DLRO : Date Limite de Remise des Offres

CCAP : Cahier des Clauses Administratives Particulières

CCTP : Cahier des Clauses Techniques Particulières

CCP : Cahier des Clauses Particulières

CPV : Common Procurement Vocabulary

DCE : Dossier de Consultation des Entreprises

H.T. : Hors taxe

DPGF : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire

BPU : Bordereau des Prix Unitaires

PLACE : Plate-forme des achats de l'Etat

PSE : Prestations supplémentaires éventuelles

RC : Règlement de la consultation

## SOMMAIRE

<b>Article 1. Identification du pouvoir adjudicateur.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 2. Objet de la consultation .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 3. Nature de la consultation .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 4. Structuration de la consultation .....</b>	<b>5</b>
4. 1. Allotissement .....	5
4. 2. Forme du contrat .....	5
<b>Article 5. Durée du contrat .....</b>	<b>5</b>
5. 1. Date de début d'exécution .....	5
5. 2. Date de fin d'exécution.....	6
5. 3. Reconduction du contrat .....	6
<b>Article 6. Modalités financières.....</b>	<b>6</b>
6. 1. Montant du contrat .....	6
6. 2. Forme des prix .....	6
6. 3. Actualisation ou révision des prix .....	6
<b>Article 7. Variantes – Prestations supplémentaires éventuelles .....</b>	<b>6</b>
7. 1. Variantes à l'initiative du candidat (variantes libres).....	6
7. 2. Variantes à l'initiative de l'acheteur (variantes exigées) .....	6
7. 3. Prestations supplémentaires éventuelles .....	7
<b>Article 8. Documents de la consultation et compléments .....</b>	<b>7</b>
8. 1. Documents de la consultation .....	7
8. 2. Renseignements complémentaires .....	7
<b>Article 9. Modification du DCE .....</b>	<b>7</b>
<b>Article 10. Modalités de communication entre l'AP-HP et les candidats .....</b>	<b>8</b>
10. 1. Langue.....	8
10. 2. Echanges électroniques .....	8
<b>Article 11. Visites des locaux .....</b>	<b>9</b>
11. 1. Modalités d'organisation de la visite .....	9
11. 2. Questions pendant la visite .....	9
<b>Article 12. Groupement d'entreprises .....</b>	<b>9</b>
<b>Article 13. Sous-traitance.....</b>	<b>10</b>

13. 1. Présentation d'un sous-traitant au stade de la candidature .....	10
13. 2. Tâches essentielles .....	11
<b>Article 14. Modalités et critères d'attribution .....</b>	<b>11</b>
14. 1. Examen des candidatures .....	11
14. 2. Examen et critères de sélection des offres .....	12
<b>Article 15. Négociations .....</b>	<b>14</b>
15. 1. Recours à la négociation .....	14
15. 2. Conditions des négociations .....	14
<b>Article 16. Contenu des réponses.....</b>	<b>15</b>
16. 1. Présentation de la candidature.....	15
16. 2. Niveau minimal exigé de chiffres d'affaires, capacité technique et d'effectifs .....	16
16. 3. Informations demandées permettant l'évaluation des capacités financières, techniques et professionnelles des candidats.....	17
<b>Article 17. Modalités de transmission des réponses.....</b>	<b>19</b>
17. 1. Remise dématérialisée.....	19
17. 2. Copie de sauvegarde.....	20
17. 3. Délai de validité des offres.....	20
<b>Article 18. Pièces à produire par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché.....</b>	<b>21</b>
<b>Article 19. Signature et notification du contrat .....</b>	<b>22</b>
<b>Article 20. Délais et voies de recours .....</b>	<b>23</b>

## Article 1. Identification du pouvoir adjudicateur

### L'ASSISTANCE PUBLIQUE HÔPITAUX DE PARIS (APHP)

#### Etablissement d'hospitalisation

dont le siège est situé au 55 Boulevard Diderot – 75012 Paris  
représentée par Nicolas Revel agissant en qualité de Directeur général.

## Article 2. Objet de la consultation

La présente consultation a pour but la passation de contrats de Travaux portant sur le « Réaménagement du 1<sup>er</sup> étage de l'ancienne crèche Cassini » pour le compte de l'hôpital Cochin.

## Article 3. Nature de la consultation

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée, en application des articles L2123-1, R2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique.

## Article 4. Structuration de la consultation

### 4. 1. Allotissement

La consultation est allotie en vertu de l'article L2113-10 du code de la commande publique. Elle est décomposée en **7** lots de la manière suivante :

Lot n°	Intitulé du lot
1	DEMOLITIONS-GROS ŒUVRE – MACONNERIE
2	MENUISERIES INTERIEURES ET EXTERIEURES
3	FAUX PLAFONDS
4	PEINTURE – REVETEMENTS MURAUX
5	REVETEMENTS DE SOL SOUPLE
6	PLOMBERIE – CVC
7	ELECTRICITE CFO/CFA

Les soumissionnaires peuvent une offre sur plusieurs lots.

### 4. 2. Forme du contrat

La consultation donnera lieu à la passation de marchés ordinaires à prix global et forfaitaire.

## Article 5. Durée du contrat

### 5. 1. Date de début d'exécution

Le délai d'exécution de l'opération est de **six mois (6 mois), plus une période de préparation d'un (1) mois.**

La date de départ du délai d'exécution des lots sera fixée par ordre de service. Les travaux commenceront, à titre indicatif au 1<sup>er</sup> trimestres 2026.

## **5. 2. Date de fin d'exécution**

Le contrat prend fin :

- A la date de réception définitive des travaux.

## **5. 3. Reconduction du contrat**

Sans objet.

## **Article 6. Modalités financières**

### **6. 1. Montant du contrat**

Chaque contrat est conclu pour un montant forfaitaire dont le montant est fixé dans l'annexe financière.

### **6. 2. Forme des prix**

Le marché est à prix forfaitaire au sens de l'article R.2112-6 2° du Code de la commande publique.

### **6. 3. Actualisation ou révision des prix**

Les éventuelles modalités d'actualisation ou de révision des prix sont décrites dans l'annexe du CCAP.

## **Article 7. Variantes – Prestations supplémentaires éventuelles**

Une variante est définie comme une modification des spécifications prévues dans les documents de la consultation et constituant la solution de base. Il s'agit donc d'une offre alternative au moins aussi performante que la solution décrite initialement dans le cahier des charges et qui s'y substitue dès lors qu'elle est retenue.

Une prestation supplémentaire éventuelle matérialise une fourniture ou une prestation en lien avec l'objet du contrat que l'acheteur se réserve le droit de retenir ou de ne pas retenir au moment de l'attribution du contrat.

En vertu du 2° de l'article R2151-8 du code de la commande publique, pour les marchés passés selon une procédure adaptée, les variantes sont autorisées sauf mention contraire dans les documents de la consultation.

### **7. 1. Variantes à l'initiative du candidat (variantes libres)**

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

### **7. 2. Variantes à l'initiative de l'acheteur (variantes exigées)**

La présente consultation ne prévoit pas de variante à l'initiative de l'acheteur.

### 7. 3. Prestations supplémentaires éventuelles

La présente consultation ne contient pas de prestation supplémentaire éventuelle.

## Article 8. Documents de la consultation et compléments

### 8. 1. Documents de la consultation

Le dossier de la présente consultation est constitué des pièces électroniques suivantes :

- Le présent règlement de la consultation ;
  - o L'annexe 1 « Fiche visite » ;
  - o L'annexe 2 « Coordonnées » ;
- L'acte d'engagement
  - o Annexe financière : Décomposition des prix Globale et Forfaitaire
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières Commun à tous les lots
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour chacun des lots ;
  - o L'annexe 1 : Note technique lot 6
  - o L'annexe 2 : Lot 06 – plomberie CVC
  - o L'annexe 3 : Prescriptions techniques GTC du GHU
  - o L'annexe 4 : Recommandations câblage informatique
  - o L'annexe 5 : Charte graphique
  - o L'annexe 6 : Plan général de Coordination ( mission CSPS)
- Les Plans (7)

Ces documents sont accessibles uniquement par téléchargement sur la plateforme PLACE.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par l'AP-HP, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- .zip/.rar ;
- .doc, .xls, .pdf.

### 8. 2. Renseignements complémentaires

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires. Pour ce faire, la seule voie autorisée est le portail de dématérialisation PLACE (Plate-forme des achats de l'Etat).

Les réponses aux questions sont envoyées à l'ensemble des personnes s'étant identifiées lors du téléchargement des documents, dans les meilleurs délais, indiqués en page de garde du présent document.

Aucune réponse ne sera donnée oralement.

## Article 9. Modification du DCE

L'AP-HP se réserve le droit d'apporter des modifications aux documents de la consultation au dans le **même délai que celui relatif à la réponse aux questions posées indiqué en page de garde du présent document.**

Dans l'hypothèse de modifications au dossier de la consultation, l'AP-HP en informera, tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité dans les conditions prévues à l'article 10 du présent document.

Les candidats devront alors répondre sur la base des documents modifiés sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction d'une nouvelle date.

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter eux-mêmes de modification ou de compléments aux documents de la consultation.

## **Article 10. Modalités de communication entre l'AP-HP et les candidats**

### **10. 1. Langue**

Les correspondances, réunions et discussions relatives à la présente consultation et à l'exécution du contrat se déroulent en langue française.

Les documents fournis par le candidat seront rédigés en langue française. Le français sera également la langue d'exécution du contrat. Les personnes qui dans le cadre de ce contrat seront en contact avec l'AP-HP devront avoir une parfaite maîtrise de la langue française.

Dans l'hypothèse où le candidat étranger produit un document constituant, accompagnant ou émanant d'une administration de son pays d'origine, ce document devra être accompagné d'une traduction en langue française dont le candidat est réputé attester de l'exactitude et de la conformité avec l'original.

### **10. 2. Echanges électroniques**

Conformément à l'article R.2132-7 du code de la commande publique, toutes les communications et tous les échanges d'information entre l'AP-HP et les candidats dans le cadre de cette consultation ont lieu par voie électronique.

A cette fin, l'outil de communication choisi par l'AP-HP pour communiquer avec les candidats pendant la consultation est la plateforme de dématérialisation de l'Etat : PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), dont l'accès est gratuit.

L'AP-HP entend utiliser cette plateforme pour mettre à disposition des candidats les documents de la consultation, pour informer les candidats d'éventuelles modifications ou ajouts aux documents de la consultation, pour répondre aux questions qui lui seront posées, et pour échanger avec les candidats dans le cadre de toute la procédure de passation du contrat.

L'AP-HP attire l'attention des candidats sur le fait que seule l'identification des candidats lors du téléchargement du dossier de la consultation permet d'être tenu informé automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées aux documents de la consultation, et de déposer une réponse.



Pour ce faire, les candidats peuvent compléter en ligne un formulaire d'identification où ils précisent : le nom de l'entreprise, l'adresse postale et le SIREN ainsi que le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse courriel valide permettant de façon certaine une correspondance électronique.

Les candidats doivent en outre s'assurer que les courriels provenant de la plateforme PLACE ne sont pas classés dans la rubrique « spam » de leur messagerie électronique.

L'AP-HP décline donc toute responsabilité pour le cas où un candidat non inscrit n'aurait pas eu connaissance d'une modification, quand bien même cette méconnaissance aboutirait au rejet de son offre.

## Article 11. Visites des locaux

La visite des locaux est **obligatoire** et conditionne la validité des offres.

Les visites seront individuelles. Elles auront lieu uniquement **sur rendez-vous uniquement** les **mardi matin, jeudi après-midi et vendredi matin** au plus tard le :

**Voir page de garde**

### 11. 1. Modalités d'organisation de la visite

Il appartient aux candidats de prendre directement rendez-vous auprès de :

Prénom Nom	Téléphone	Courriel
Alexandre BEDROSSIANTZ	01 58 41 13 56 01 58 41 13 44	alexandre.bedrossiantz@aphp.fr
Julien BOURDONNE	01 58 41 21 76/ 01 58 41 54 89 / 06 27 88 91 26	julien.bourdonne@aphp.fr

**Afin de convenir d'un jour et d'une heure de visite au cours de cette période.**

Pour la visite, les candidats doivent se munir de la fiche visite : annexe n°1 au présent règlement de consultation.

La fiche de visite signée par le représentant du site est à remettre avec l'offre.

### 11. 2. Questions pendant la visite

Aucune réponse orale n'est apportée aux questions du candidat pendant la visite.

Le candidat doit poser ses questions via l'espace « Echange avec l'organisme » de la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr> selon les modalités décrites dans le présent règlement de consultation à l'article 8.2 « Renseignements complémentaires ».

## Article 12. Groupement d'entreprises

Dans le cadre de la présente consultation, les candidats peuvent se présenter individuellement ou sous forme de groupement, conformément à l'article R.2142-19 du code de la commande publique.

En application des dispositions des articles R.2142-20 du code de la commande publique, les candidats peuvent présenter leur offre sous forme de groupement :

- Soit solidaire (lorsque chaque membre du groupement est engagé financièrement pour la totalité du contrat).
- Soit conjoint (lorsque chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations susceptibles de lui être confiées dans le contrat) ;

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du contrat de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même contrat.

Les candidats sont en outre informés que :

- Il leur est interdit de présenter pour le présent contrat plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- Il leur est interdit de présenter pour le présent contrat plusieurs offres en agissant en qualité de membre de plusieurs groupements.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des offres et la date de signature du contrat.

Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants. Le pouvoir adjudicateur se prononce sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation.

## **Article 13. Sous-traitance**

### **13. 1. Présentation d'un sous-traitant au stade de la candidature**

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles R.2193-24 à 34 du Code de la Commande Publique et par les articles L.2193-1 à 7 et 10 à 14 du Code de la Commande Publique relatifs à la sous-traitance.

Néanmoins, au regard des articles L. 2193-1 à L. 2193-3 le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Lorsque le candidat souhaite que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, notamment en

cas de sous-traitance, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du contrat ou de l'accord cadre.

Il lui est donc fortement recommandé au candidat de déclarer les sous-traitants dans le cadre de la présentation de sa candidature.

### **13. 2. Tâches essentielles**

Sans objet

## **Article 14. Modalités et critères d'attribution**

### **14. 1. Examen des candidatures**

Les candidatures seront analysées sur la base des documents transmis par le candidat.

L'analyse des candidatures vise à vérifier que les entreprises candidates n'entrent pas dans un cas d'exclusion de la procédure de passation des contrats, qu'elles sont aptes à exercer l'activité professionnelle et qu'elles disposent des capacités économiques et financières et/ou techniques et professionnelles nécessaires pour exécuter le contrat.

Les candidats reconnaissent être informés qu'en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 et R.2142-20 du code de la commande publique, la capacité financière et technique à exécuter le contrat est appréciée de manière globale, pour l'ensemble des membres du groupement.

Conformément aux dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique, l'AP-HP se réserve la possibilité d'analyser les offres avant les candidatures. Dans cette hypothèse, si l'analyse de la candidature du soumissionnaire dont l'offre est classée numéro 1 conduit à constater qu'il n'a pas justifié la régularité de sa situation administrative ou qu'il n'a pas démontré ses capacités professionnelles, techniques et financières, son offre est rejetée.

La même vérification est alors effectuée en ce qui concerne le soumissionnaire dont l'offre est classée immédiatement après la sienne. Si nécessaire, cette procédure est reproduite tant qu'il subsiste des offres classées.

#### ***Motifs d'exclusion au stade de l'analyse des candidatures***

Les candidats qui auront fourni un dossier incomplet seront éliminés. Toutefois, conformément à l'article R.2144-2 du code de la commande publique, si l'AP-HP constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, il peut décider d'inviter tous les candidats à produire ou à compléter ces pièces dans un délai identique pour tous.

Seuls les candidats présentant des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes sont admis.

Seront éliminées les candidatures qui ne disposent manifestement pas des capacités suffisantes en vue d'assurer l'exécution des prestations faisant l'objet du contrat public.

L'absence de références relatives à l'exécution de contrats de même nature ne peut justifier l'élimination d'un candidat et ne dispense pas l'AP-HP d'examiner les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement ou un sous-traitant, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai raisonnable fixé dans un courrier de demande à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

#### 14. 2. Examen et critères de sélection des offres

L'attention des candidats est appelée sur le fait que les offres inappropriées, inacceptables ou irrégulières seront éliminées sans être classées.

Une **offre inappropriée** est une offre sans rapport avec le contrat public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Une **offre inacceptable** est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au contrat public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une **offre irrégulière** est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Toutefois, l'AP-HP peut décider d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses ou que la régularisation n'implique pas une modification des caractéristiques substantielles de l'offre concernée.

L'AP-HP procédera au classement des seules offres qui ne seront pas inappropriées, inacceptables ou irrégulières et attribuera le contrat au soumissionnaire ayant remis l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard des critères pondérés énumérés dans le tableau ci-après.

**Tableau des critères de sélection des offres (sur un total de 20 points)**

<b>CRITERES / SOUS-CRITERES</b>		
<b>1. PRIX DES PRESTATIONS</b>		<b>12 pts</b>
<b>2. VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE</b>		<b>7 pts</b>
Sous critère 1.1	Méthodologie, organisation, effectifs, moyens techniques et rôle de chacun des intervenants, encadrement et moyens humains de l'entreprise, de ses cotraitants ou sous-traitants, le cas échéant. <b>Au vu de l'analyse du mémoire technique</b>	<b>2 pts</b>
	Elément d'appréciation <b>1</b> : méthodologie, organisation et rôle de chacun des intervenants, encadrement et moyens humains de l'entreprise, de ses cotraitants ou sous-traitants, le cas échéant Elément d'appréciation <b>2</b> : dispositions pour respecter les exigences du CCTP Elément d'appréciation <b>3</b> : solutions techniques- matériaux et matériels proposés. <b>Au vu de l'analyse du mémoire technique</b>	
Sous critère 1.2	<b>Libellé sous critère 1.2</b>	<b>2 pts</b>
	Elément d'appréciation <b>1</b> : Dispositions pour respecter le planning prévisionnel avec calendrier détaillé Elément d'appréciation <b>2</b> : Présentation des délais d'études et d'approvisionnement envisagés et des temps d'exécution estimés <b>Au vu de l'analyse du mémoire technique</b>	
Sous critère 1.3	<b>Libellé sous critère 1.3</b>	<b>1 pt</b>
	Capacité de la société à mettre en œuvre l'ensemble des mesures inhérentes à l'hygiène et à la sécurité du chantier, de ses abords et des services de soins environnants en activité (site hospitalier occupé). <b>Au vu de l'analyse du mémoire technique</b>	
Sous critère 1.4	<b>Libellé sous critère 1.4</b>	<b>2 pts</b>
	Fiabilité et exhaustivité de la DPGF. <b>Au vu de l'analyse de la DPGF</b>	
<b>3. DEVELOPPEMENT DURABLE : prise en compte des enjeux de protection de l'environnement dans le cadre de l'exécution du contrat</b>		<b>1 pt</b>
: o Modalité d'optimisation des quantités de matériaux utilisés pour réduire le gaspillage sur les prestations prévues au marché ; o Utilisation de matériaux recyclés ou promotion de l'utilisation de matériaux certifiés pour leur impact environnemental réduit (transmission des fiches techniques et produits associées) ; o Modalité de gestion responsable des déchets générés sur les prestations prévues au marché :		

- o Mise en place de processus de tri et de recyclage des déchets ;
- o Collaboration avec des partenaires spécialisés dans la valorisation des déchets.
- o Utilisation d'outils et/ou de machines à faible consommation énergétique pour les prestations prévues au marché.
- o Obtention de certifications environnementales reconnues (comme ISO 14001 ou équivalent)
- o Sensibilisation des équipes (dédiées au marché) aux initiatives de développement durable ;
- o Respect des normes de sécurité et des réglementations environnementales en vigueur

**.Au vu de l'analyse du mémoire technique**

## Article 15. Négociations

### 15. 1. Recours à la négociation

Conformément à l'article R.2123-5 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur peut décider de procéder à une négociation écrite ou recevoir pour entretien de négociation les candidats.

Dans le cadre de cette consultation, l'AP-HP prévoit de négocier les offres dans les conditions décrites à l'article 15.2 du présent règlement.

Toutefois, l'AP-HP se réserve la possibilité d'attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans recourir à la négociation. Par conséquent, les candidats sont donc invités à remettre leur meilleure proposition dès le stade de la remise des offres. Dans cette hypothèse, l'AP-HP pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

### 15. 2. Conditions des négociations

Au préalable au classement des offres initiales et à la détermination des offres qui pourront être négociées, l'AP-HP pourra si elle le souhaite, inviter tous les candidats concernés à régulariser leur offre.

L'AP-HP prévoit de négocier avec l'ensemble des candidats dont la candidature aura été admise et dont les offres auront été les mieux classées à l'issue de la première analyse par application des critères de sélection des offres présentés à l'article 13.2 du présent document.

Les candidats admissibles à la négociation devront justifier de leur régularité fiscale et sociale en apportant les documents mentionnés à l'article 17 du présent document avant de participer aux négociations. Si un des candidats ne peut présenter les documents requis dans le délai fixé, sa candidature sera rejetée. Le candidat dont l'offre se situe immédiatement après dans le classement sera alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

Les négociations pourront se dérouler en une ou plusieurs phases successives. Elles pourront être engagées par écrit ou par le biais d'un échange oral en présentiel ou à distance. Les candidats recevront une convocation, leur indiquant précisément les modalités de cet échange (forme, date, heure, durée, modalité, lieu, contenu).

Les négociations, qui seront effectuées dans des conditions de stricte égalité, auront pour objet de préciser ou d'adapter, le cas échéant, les termes des documents initiaux de la consultation et/ou la teneur des offres des soumissionnaires, y compris dans leur dimension financière et le cas échéant de régulariser les offres irrégulières. Les négociations ne peuvent modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du contrat telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

L'AP-HP ne transmettra pas de manière discriminatoire, d'informations susceptibles d'avantager certains soumissionnaires par rapport à d'autres. De même, les discussions menées au cours des négociations seront confidentielles et respecteront le secret des affaires.

A l'issue des négociations, les candidats concernés seront invités à compléter leur offre ou à déposer une nouvelle offre dans un délai fixé dans un courrier qui leur sera adressé.

## Article 16. Contenu des réponses

### 16. 1. Présentation de la candidature

Les documents suivants doivent être obligatoirement fournis, dûment complétés et en cours de validité :

Pièces générales	
Libellé du document	Origine du document
DC1	<a href="#">Les formulaires de déclaration du candidat   Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique</a> → A fournir par le candidat
DC2	
DC4 (si besoin)	
Kbis (moins de 6 mois)	A fournir par le candidat
RIB	
Attestation de vigilance URSSAF (moins de 3 mois)	
Attestation de régularité fiscale (moins de 3 mois)	
Fiche de visite signée	
Coordonnées	Dans le DCE
Capacité financière du candidat	
Libellé du document	Origine du document
Chiffre d'affaires global et spécifique aux prestations objet de la consultation ou du lot concerné pendant les trois (3) dernières années	DC2 et à fournir par le candidat si différent
Attestation prouvant la souscription à une police d'assurance couvrant les	A fournir par le candidat

<b>risques relatifs aux prestations objet de la consultation ou du lot concerné</b>	
<b>Capacités techniques et professionnelles du candidat</b>	
<b>Libellé du document</b>	<b>Origine du document</b>
<b>Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois (3) dernières années</b>	<b>A fournir par le candidat</b>

Conformément à l'article R.2143-13, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements relatifs à la candidature que l'AP-HP peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

## 16. 2. Niveau minimal exigé de chiffres d'affaires, capacité technique et d'effectifs

<b>Lot concerné</b>	<b>Compétences (Qualification ou références équivalentes)</b>	<b>Effectif</b>
<b>Lot 1 Démolitions-GO-Maçonnerie</b>	Qualibat : 1552, 1111, 1161, 2111, 4132	EF2
<b>Lot 2 Menuiseries Int/Ext</b>	Qualibat : 4312, 4512	EF2
<b>Lot 3 Faux plafonds</b>	Qualibat : 4131, 6612	EF2
<b>Lot 4 Peinture-Revêtements muraux</b>	Qualibat : 6112,	EF2
<b>Lot 5 Revêtements de sols</b>	Qualibat : 6223	EF2
<b>Lot 6 Plomberie CVCD</b>	Qualibat : 5111, 5252, 5322, 5232	EF2
<b>Lot 7 Electricité CFO et CFA</b>	Qualification : 1406 Qualification MGTI : (Moyen et Gros Tertiaire Industrie)	EF2

(\*) Pour rappel : Le CA minimum exigé ne peut être supérieur à deux fois le montant annuel du marché.

- CA1 : moins de 225K€ // CA2 : de 225 K€ à 450 K€ // CA3 : de 450K€ à 900K€ // CA4 : de 900K€ à 1,35 M€ ;
- EFF2 : de 6 à 20 // EFF3 : de 21 à 50 ;
- Classe 3 : de 11 à 49 exécutants (nomenclature des référentiels II).

En application de l'article R 2142-3, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces



opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du contrat.

### **16. 3. Informations demandées permettant l'évaluation des capacités financières, techniques et professionnelles des candidats (offre technique et financière)**

Les documents suivants doivent être obligatoirement fournis, dûment complétés et en cours de validité :

Pièce(s) financière(s)	
Libellé du document	Origine du document
DPGF*	Dans le DCE
Acte d'engagement	
Pièces techniques	
Libellé du document	Origine du document
Mémoire technique**	A fournir par le candidat
Fiche de visite	Dans le DCE

**Toute modification de l'annexe financière (sauf s'il cela explicitement autorisé dans le document visé) entraînera l'irrégularité de l'offre qui doit être, par ailleurs, intégralement complétée.**

En cas de groupement il est nécessaire d'indiquer la répartition financière entre les différents membres.

En cas de présentation de variante(s), le candidat présente un sous-dossier distinct complet par offre. Il veillera à identifier l'ensemble des avantages financiers et techniques découlant de sa solution variante, notamment au regard de la solution de base.

\*l'annexe financière devra être également présentée sous format EXCEL.

\*\* Le mémoire technique précisera les dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des prestations. Le candidat doit fournir dans son mémoire technique, les éléments pertinents permettant d'apprécier la valeur technique de l'offre.

Le mémoire technique et organisationnel devra impérativement reprendre chaque item du sommaire proposé ci-dessous par la maîtrise d'ouvrage, dans l'ordre prescrit : Seuls les critères demandés seront analysés, toutes les autres indications et documents fournis par l'entreprise ne seront pas pris en compte et ne pourront être contractuels si le candidat est retenu. Le

mémoire technique rédigé par l'entreprise devra contenir un maximum de 15 pages au format A4 (police Calibri - taille 11), illustrations et schémas compris.

Sommaire du mémoire technique :

1. Présentation de l'entreprise
2. Organigramme général de la société
3. Moyens humains et matériel affectés au chantier

Les moyens humains et techniques mis en œuvre sur le chantier : Préciser le nombre de personnes affectées à ce chantier, leurs noms et qualifications (mini. CV) ainsi que le matériel et les moyens techniques mis à disposition pour ce chantier. Préciser si appel à la sous-traitance et pour quelles tâches. Le conducteur de travaux devra être compétent pour prendre des décisions.

4. Mode opératoire pour réaliser le chantier

La méthodologie d'intervention envisagée pour ce chantier : Compréhension du dossier, sécurité et hygiène sur le chantier, respect de l'environnement, nuisances/voisinages, gestion des déchets prise en compte de la contrainte de travaux en site occupé hospitalier. Calendrier détaillé : présentation des délais d'études et d'approvisionnement envisagés et des temps d'exécution estimés.

5. Prise en compte des enjeux de protection de l'environnement dans le cadre de l'exécution du contrat

- Modalités d'optimisation des quantités de matériaux utilisés pour réduire le gaspillage sur les prestations de travaux prévues au marché ?
- Utilisation de matériaux recyclés ou promotion de l'utilisation de matériaux certifiés pour leur impact environnemental réduit (transmission des fiches techniques et produits associées) ?
- Modalités de gestion responsable des déchets générés sur les prestations prévues au marché ?
- Mise en place de processus de tri et de recyclage des déchets ?
- Collaboration avec des partenaires spécialisés dans la valorisation des déchets.
- Utilisation d'outils et/ou de machines à faible consommation énergétique pour les prestations de travaux prévues au marché.
- Obtention de certifications environnementales reconnues (comme ISO 14001 ou équivalent)

- Sensibilisation des équipes (dédiées au marché) aux initiatives de développement durable ?
- Respect des normes de sécurité et des réglementations environnementales en vigueur.

## Article 17. Modalités de transmission des réponses

**La date et l'heure limite de remise des réponses à la présente consultation est indiquée sur la page de garde du présent document.**

### 17. 1. Remise dématérialisée

En application de l'article R.2132-7 et suivants du code de la commande publique, la transmission des documents en réponse à la consultation par voie électronique est obligatoire. Elle s'effectue en utilisant la plateforme PLACE disponible à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

**Lorsque plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres est ouverte et examinée, conformément à l'article R.2151-5 du Code de la commande publique.**

Les candidats trouveront sur ce site un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État PLACE, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Aucun autre mode de transmission n'est autorisé. Notamment, l'envoi des documents sur une boîte mail d'un contact AP-HP identifié n'est pas autorisé.

#### Horodatage :

Les plis transmis par voie dématérialisée sont horodatés. Tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt susmentionnées sera considéré comme remis hors délais. Il ne sera pas ouvert et sera déclaré irrecevable.

La date et l'heure prises en compte pour la remise des réponses sont celles données par la plateforme PLACE à réception des documents envoyés par le candidat.

#### Sécurité et confidentialité des candidatures :

La sécurité des transactions sera principalement obtenue par l'utilisation d'un réseau sécurisé https. La confidentialité des informations contenues dans les réponses envoyées par voie dématérialisée est garantie par le chiffrement des fichiers transmis.

#### Format des fichiers électroniques :

Les formats compatibles avec le système informatique de l'AP-HP sont les suivants :

- .doc ; .xls ; .ppt ; .pdf. ; rtf, .zip, .docx, .xlsx, .pptx ;

#### Le candidat est invité à :

- Le cas échéant, transmettre le bordereau de prix au format .xls ou .xlsx et pdf et le cadre de sa réponse technique au format .xls ou .xlsx
- Ne pas utiliser de fichiers exécutables .exe ;
- Ne pas utiliser de macros ;
- Ne pas utiliser de liaisons de données dans ses documents.

#### Anti-virus :

- Les candidats s'assurent avant l'envoi de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature doit préalablement être traité par un anti-virus. En effet, la réception de tout fichier contenant un virus est susceptible d'entraîner l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre ;
- Si un virus était détecté, la copie de sauvegarde transmise le cas échéant sera ouverte.

En cas d'absence de copie de sauvegarde ou lorsque cette même copie de sauvegarde transmise sur support physique électronique contient un virus, le pli est considéré comme n'ayant jamais été reçu, et le candidat en est averti.

### **17. 2. Copie de sauvegarde**

Lorsque, conformément à l'article R.2132-11 du Code de la Commande Publique, l'offre est envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie (arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde).

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », le numéro et l'intitulé de la consultation et le nom du candidat auxquels elle se rapporte.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les **délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres indiqués sur la page de garde du présent document**, à l'adresse suivante :

**Hôpital Cochin Port-Royal**

**Cellule des Marchés**

**Bâtiment le Cloître Porte 4 – 2ème étage**

**123 Boulevard Port-Royal - 75014 PARIS**

**(Du lundi au vendredi hors jours fériés de 9h à 12h et de 14h à 16h)**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsque la Cellule marchés du GHU APHP Centre Université Paris Cité a détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues à Cellule des marchés du GHU AP-HP Centre Université Paris Cité dans les délais de dépôt des candidatures et des offres malgré un envoi effectué dans ces délais ou en cas d'absence de réussite d'ouverture de ces documents.

### **17. 3. Délai de validité des offres**

Les offres ont une durée de validité de 180 jours à compter de la date limite de réception fixée sur la page de garde du présent règlement de la consultation.

## **Article 18. Pièces à produire par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché**

En application des dispositions de R.2144-4 du code de la commande publique, l'AP-HP n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le contrat public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

Le candidat retenu devra fournir avant d'être définitivement désigné comme attributaire du contrat ou de l'accord cadre, les documents listés ci-dessous dans un délai qui sera imparti par l'AP-HP.

Si l'attributaire pressenti ne peut présenter les documents mentionnés ci-dessus dans le délai fixé, sa candidature sera rejetée. Le candidat dont l'offre se situe immédiatement après dans le classement sera alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations qui devra être spécifié dans le dossier de candidature, ainsi que ceux qui ont déjà été transmis à l'AP-HP lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Après signature du contrat ou de l'accord cadre, en cas d'inexactitude des documents ci-dessus et de ceux fournis au titre de la candidature, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le contrat ou par l'accord cadre.

L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'il a la faculté de joindre dès le dépôt de son offre les documents cités ci-dessous. Cette démarche permet notamment de raccourcir les délais de notification du contrat.

Les documents suivants doivent être fournis, dûment complétés et en cours de validité :

<b>Régularité du candidat</b>	
<b>Libellé du document</b>	<b>Origine du document</b>
<b>Convention de cotraitance ou de groupement momentané d'entreprise</b>	<b>A fournir par le candidat s'il est un groupement</b>
<b>Copie du ou des jugements et preuve d'autorisation de poursuite de l'activité pendant la durée du contrat</b>	<b>A fournir par le candidat en liquidation judiciaire</b>
<b>Lutte contre le travail dissimulé pour les candidats établis ou domiciliés à l'étranger</b>	
<b>Libellé du document</b>	<b>Origine du document</b>
<b>Document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. A défaut, un document mentionnant son identité et son</b>	<b>A fournir par le candidat</b>

adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France	
Document attestant de la régularité de la situation sociale ou émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes ou une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale	
Document des autorités tenant le registre professionnel ou équivalent	<p>A fournir par le candidat lorsque l'immatriculation à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation</p> <p>Pour les entreprises en cours de création</p>
Ou devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle, où sont mentionnés la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel	
Ou document de moins de six (6) mois de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation	
Lutte contre l'emploi d'étranger sans titre de travail	
Libellé du document	Origine du document
Liste nominative des salariés étrangers employés par l'employeur et soumis à l'autorisation de travail, établie à partir du registre unique du personnel, précisant pour chaque salarié, sa date d'embauche nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail	A fournir par le candidat

## Article 19. Signature et notification du contrat

La signature en original doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat. Cette personne est :

- Soit le représentant légal du soumissionnaire ;
- Soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du soumissionnaire (les soumissionnaires doivent joindre la délégation correspondante).

La signature des offres des groupements d'entreprises revient au mandataire qui, bénéficiant des habilitations nécessaires, signe seul l'offre au nom du groupement. Il assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Tous les documents à signer, doivent comporter le nom, la qualité de la personne habilitée à engager la société.

La signature doit être électronique. En cas d'impossibilité technique dûment justifiée, la signature manuscrite est autorisée.

Dans cette hypothèse, l'attributaire pressenti sera invité par l'AP-HP à fournir un exemplaire physique de chacune des pièces constitutives de la candidature et de l'offre pour lesquelles une signature manuscrite originale est requise. Le scan d'une signature manuscrite n'est pas considéré comme un original.

La notification du contrat s'effectue par voie dématérialisée, via le profil acheteur de l'AP-HP, par la transmission d'une copie du contrat signée par la personne habilitée de l'AP-HP. La lecture de ce document par le titulaire du contrat déclenchera l'émission d'un accusé de réception électronique.

## **Article 20. Délais et voies de recours**

En cas de manquement par l'AP-HP aux obligations de publicité et de mise en concurrence auxquelles est soumise la passation du (des) contrat(s), les personnes susceptibles d'être lésées par ce manquement et ayant intérêt à conclure ce contrat, peuvent exercer les recours suivants :

- Un référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA), pouvant être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat ;
- Un référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;
- Un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées au sens de la décision Département de Tarn-et-Garonne (CE, Ass., 4 avril 2014, no358994). Ce recours en contestation de validité peut être assorti d'une demande tendant, sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, à la suspension de l'exécution du contrat.
- 

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal Administratif de Paris :

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy  
75181 Paris Cedex 04  
Téléphone : 01 44 59 44 00  
Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Pour tout renseignement concernant l'introduction de recours, le candidat devra s'adresser au Tribunal Administratif de Paris dont les coordonnées sont indiquées ci-dessus.